DGST - Réviseurs d'entreprises
Bureaux à Bruxelles, Namur, Fayt-Lez-Manage et Verviers
Avenue E. Van Becelaere 28A/71 - 1170 Bruxelles
Courriel : wb2@dgst.be - Tél. 02.374.91.01 - Fax 02.374.92.96
Internet : www.dgst.be – RPM BRUXELLES/TVA : BE 0458 736 952

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES PRESENTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022 MONT-DE-PIETE DE LA VILLE DE BRUXELLES

RUE SAINT-GHISLAIN, 23
1000 BRUXELLES
N° ENTREPRISE : 0862.932.685

Dans le cadre du contrôle contractuel des comptes annuels du « MONT-DE-PIETE DE LA VILLE DE BRUXELLES », nous vous présentons notre rapport de réviseur d'entreprises. Nous rappelons pour la bonne forme qu'en l'absence de référentiel comptable, l'institution a opté pour une présentation de ses comptes sur base d'une comptabilité budgétaire en lien avec une comptabilité de type « économique » trouvant sa source dans l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant règlement général de la comptabilité communale. Certaines dérogations y sont apportées pour les aspects considérés comme étant non adaptés à l'institution.

Nous avons été nommés en tant que réviseur d'entreprises par le Conseil d'administration. Notre mandat vient à échéance à la date du Conseil d'administration statuant sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2022. Nous avons exercé le contrôle des comptes annuels de l'institution « MONT-DE-PIETE DE LA VILLE DE BRUXELLES » durant 6 exercices.

Rapport sur l'audit des comptes annuels

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels de l'institution, comprenant :

- Le compte ordinaire d'exécution budgétaire de l'exercice 2022 qui présente des droits constatés s'élevant à € 3.826.977,79 des dépenses engagées de € 3.525.705,00 et un solde positif de € 130.843,46.
- Les comptes « économiques » clos le 31 décembre 2022 se composent d'un bilan dont le total s'élève à € 36.072.206,94 et d'un compte de résultats qui se solde par un bénéfice de l'exercice de € 78.880,16.

A notre avis, ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la « MONT-DE-PIETE DE LA VILLE DE BRUXELLES » au 31 décembre 2022, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clôturé à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du réviseur d'entreprises

DGST
REVISEURS
D'ENTREPRISES

relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe d'administration et des préposés de l'institution, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Description de la mission

Notre mission consiste en une prise de connaissance de l'organisation administrative et comptable de l'institution et au contrôle des comptes du Mont-de-Piété au 31 décembre en faisant appel aux méthodes et procédures généralement appliquées dans le domaine de l'audit, adaptées aux spécificités de l'institution, en vue de s'assurer de :

- la conformité des écritures comptables avec les pièces justificatives qui les sous-tendent ;
- l'imputation correcte des opérations enregistrées en conformité avec les budgets arrêtés par le Conseil et dans les limites des engagements autorisés ;
- la consistance des biens et valeurs appartenant au Mont-de-Piété ainsi que ses engagements généralement quelconques ;
- la présentation correcte des différents comptes, à savoir : le bilan et le compte de résultats accompagnés du compte d'exécution du budget sous leurs formes actuelle

Nous rappelons pour la bonne forme qu'en l'absence de référentiel comptable, l'institution a opté pour une présentation de ses comptes sur base d'une comptabilité budgétaire en lien avec une comptabilité de type « économique » trouvant sa source dans l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant règlement général de la comptabilité communale. Certaines dérogations y sont apportées pour les aspects considérés comme étant non adaptés à l'institution.

DGST
REVISEURS
D'ENTREPRISES

Exécution de la mission

Pour mener à bien notre mission, nous avons eu accès aux documents internes du Mont-de-Piété utilisés pour l'établissement des comptes faisant l'objet de notre contrôle dont notamment :

- l'ensemble des pièces justificatives des mouvements enregistrés en comptabilité ;
- la balance générale des comptes ;
- le grand livre des transactions comptables ;
- les comptes de variation du patrimoine ;
- le compte d'exécution du budget ;
- le tableau d'amortissements ;
- l'ensemble des données générées par l'application guichet ;
- l'inventaire des comptes au 31 décembre ;
- le bilan et le compte de résultats « économique ».

Nous avons examiné par sondages la justification des montants figurant dans les comptes. Nous avons évalué le bien-fondé des règles d'évaluation et le caractère raisonnable des estimations comptables significatives faites par l'institution, ainsi que la présentation des comptes dans leur ensemble.

Responsabilités de l'organe d'administration relatives aux comptes annuels

L'organe d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que de la mise en place du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'organe d'administration d'évaluer la capacité de l'institution à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe d'administration a l'intention de mettre l'institution en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

Responsabilités du réviseur d'entreprises relatives à l'audit des comptes annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport de réviseur d'entreprises contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce

que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'institution ;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe d'administration, de même que des informations les concernant fournies par ce dernier ;

- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'institution à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire l'institution à cesser son exploitation ;

- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels et évaluons si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons à l'organe d'administration notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les constations importantes relevées lors de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

DGST
RÉVISEURS
D'ENTREPRISES

Rapport sur les autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de l'organe d'administration

L'organe d'administration est responsable de la préparation et du contenu des documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect des statuts de l'institution.

Responsabilités du réviseur d'entreprises

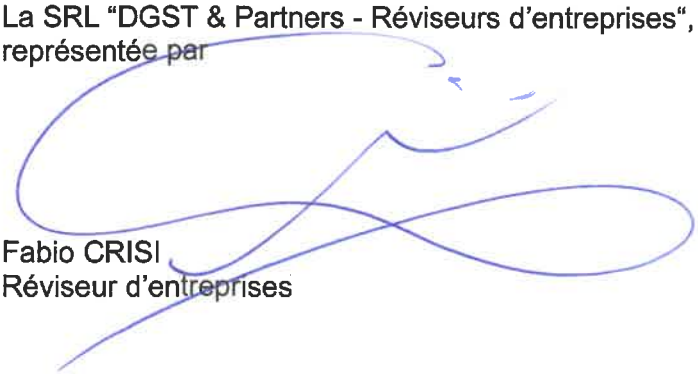
Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire aux normes ISA applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans leurs aspects significatifs, certains documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires et de faire rapport sur ces éléments.

Mentions relatives à l'indépendance

Notre cabinet de révision n'a pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes annuels et est resté indépendant vis-à-vis de l'institution tout au long du mandat.

Fait à Bruxelles, le 15 mai 2023.

La SRL "DGST & Partners - Réviseurs d'entreprises",
représentée par



Fabio CRISI
Réviseur d'entreprises

DGST - Bedrijfsrevisoren
Bureaux à Bruxelles, Namur et Verviers
Avenue E. Van Becelaere 28A/71 - 1170 Bruxelles
Courriel : wb2@dgst.be - Tél. 02.374.91.01 - Fax 02.374.92.96
Internet : www.dgst.be – RPM BRUXELLES/TVA : BE 0458 736 952

VERSLAG VAN DE BEDRIJFSREVISOR AAN DE RAAD VAN BESTUUR OVER HET BOEKJAAR AFGESLOTEN OP 31 DECEMBER 2022 BERG VAN BARMHARTIGHEID VAN DE STAD BRUSSEL

SAINT GHISLAINSTRAAT 23
1000 BRUSSEL
ONDERNEMINGSNR: BE 0862.932.685

Overeenkomstig de wettelijke en statutaire bepalingen, brengen wij u verslag uit in het kader van ons mandaat van bedrijfsrevisor. Voor de goede orde herinneren we er aan dat de instelling, bij gebrek aan een boekhoudkundig referentiestelsel, ervoor gekozen heeft haar rekeningen te presenteren op basis van een begrotingsboekhouding verbonden met een "economische" boekhouding die haar oorsprong vindt in het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit. Hierop werden enkele aanpassingen aangebracht voor die aspecten die als niet aan de instelling aangepast werden bevonden.

Wij werden benoemd in onze hoedanigheid van bedrijfsrevisor door de Raad van Bestuur. Ons mandaat loopt af op de datum van de Raad van Bestuur die beraadslaagt over de jaarrekening afgesloten op 31 december 2022. Wij hebben de wettelijke controle van de jaarrekening van de "BERG VAN BARMHARTIGHEID VAN DE STAD BRUSSEL" uitgevoerd gedurende 6 boekjaren.

Verslag over de controle van de jaarrekening

Oordeel zonder voorbehoud

Wij hebben de wettelijke controle uitgevoerd van de jaarrekening van de instelling, die omvat:

- de gewone rekening van de uitvoeringsrekening van de begroting over het jaar 2022 vertoont vaste rechten voor een bedrag van € 3.826.977,79, aangegane uitgaven voor € 3.525.705,00 en een positief saldo van € overgedragen € 130.843,46.
- de "economische" rekeningen afgesloten op 31 december 2022, die de balans op 31 december 2022 omvat, alsook de resultatenrekening van het boekjaar afgesloten op die datum en de toelichting, met een balanstotaal van € 36.072.206,94 en waarvan de resultatenrekening afsluit met een positief resultaat van het boekjaar van € 78.880,16.

Naar ons oordeel geeft de jaarrekening een getrouw beeld van het vermogen en de financiële toestand van de Vereniging per 31 December 2022, alsook van haar resultaten over het boekjaar dat op die datum is afgesloten, in overeenstemming met het in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel.

DGST
BEDRIJFSREVISOREN

Basis voor het oordeel zonder voorbehoud

Wij hebben onze controle uitgevoerd volgens de internationale controlestandaarden (ISA's) zoals van toepassing in België. Onze verantwoordelijkheden op grond van deze standaarden zijn verder beschreven in de sectie "Verantwoordelijkheden van de bedrijfsrevisor voor de controle van de jaarrekening" van ons verslag. Wij hebben alle deontologische vereisten die relevant zijn voor de controle van de jaarrekening in België nageleefd, met inbegrip van deze met betrekking tot de onafhankelijkheid.

Wij hebben van het bestuursorgaan en van de aangestelden van de entiteit de voor onze controle vereiste opheldering en inlichtingen verkregen.

Wij zijn van mening dat de door ons verkregen controle-informatie voldoende en geschikt is als basis voor ons oordeel.

Beschrijving van de opdracht

Onze opdracht bestaat er in kennis te nemen van de administratieve en boekhoudkundige organisatie van de instelling en van de rekeningen per 31 december van de Berg van Barmhartigheid te controleren met behulp van de algemeen aanvaarde auditmethodes en procedures, aangepast aan de eigenheid van de instelling om er zich van te vergewissen dat:

- de boekhoudkundige geschriften overeen stemmen met de stavende documenten waarop ze gebaseerd zijn;
- de opgenomen transacties correct geboekt werden, conform de door de Raad van Bestuur vooropgestelde budgetten en binnen de toegestane vastleggingen;
- de samenstelling van de goederen en waarden die de Berg van Barmhartigheid in eigendom heeft en haar algemene verbintenissen;
- de verschillende rekeningen, zijnde de balans, de resultatenrekening en de uitvoeringsrekening van de begroting, correct worden weergegeven in hun huidige vorm.

Voor de goede orde herinneren we er aan dat de instelling, bij gebrek aan een boekhoudkundig referentiestelsel, ervoor gekozen heeft haar rekeningen te presenteren op basis van een begrotingsboekhouding verbonden met een "economische" boekhouding die haar oorsprong vindt in het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit. Hierop werden enkele aanpassingen aangebracht voor die aspecten die als niet aan de instelling aangepast werden bevonden.

DGST
BEDRIJFSREVISOREN

Uitvoering van de opdracht

Om onze opdracht tot een goed einde te kunnen brengen, hadden we toegang tot de interne documenten van de Berg van Barmhartigheid die gebruikt werden om de rekeningen, die het onderwerp uitmaken van onze controle, op te stellen, namelijk:

- alle stavingsdocumenten met betrekking tot de in de boekhouding geboekte verrichtingen;
- de algemene balans van rekeningen;
- het grootboek van de boekhoudkundige verrichtingen;
- de rekening van de vermogenswijzing;
- de uitvoeringsrekening van de begroting;
- de afschrijvingstabellen;
- alle data gegenereerd door het loketprogramma;
- het inventaris van de rekeningen per 31 december;
- de 'economische' balans en resultatenrekening

Wij hebben op basis van steekproeven de verantwoording onderzocht van de bedragen opgenomen in de rekeningen. Wij hebben de gegrondheid van de waarderingsregels, de redelijkheid van de betekenisvolle boekhoudkundige ramingen gemaakt door de instelling, alsook de voorstelling van de rekeningen als geheel beoordeeld.

Verantwoordelijkheden van het bestuursorgaan voor de jaarrekening

Het bestuursorgaan is verantwoordelijk voor het opstellen van de jaarrekening die een getrouw beeld geeft in overeenstemming met het in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel, alsook voor het implementeren van de interne beheersing die het bestuursorgaan noodzakelijk acht voor het opstellen van de jaarrekening die geen afwijking van materieel belang bevat die het gevolg is van fraude of van fouten.

Bij het opstellen van de jaarrekening is het bestuursorgaan verantwoordelijk voor het inschatten van de mogelijkheid van de entiteit om haar continuïteit te handhaven, het toelichten, indien van toepassing, van aangelegenheden die met continuïteit verband houden en het gebruiken van de continuïteitsveronderstelling, tenzij het bestuursorgaan het voornemen heeft om de entiteit te liquideren of om de bedrijfsactiviteiten te beëindigen of geen realistisch alternatief heeft dan dit te doen.

Verantwoordelijkheden van de bedrijfsrevisor voor de controle van de jaarrekening

Onze doelstellingen zijn het verkrijgen van een redelijke mate van zekerheid over de vraag of de jaarrekening als geheel geen afwijking van materieel belang bevat die het gevolg is van fraude of van fouten en het uitbrengen van een verslag waarin ons oordeel is opgenomen. Een redelijke mate van zekerheid is een hoog niveau van zekerheid, maar is geen garantie dat een controle die overeenkomstig de ISA's is uitgevoerd altijd een afwijking van materieel belang ontdekt wanneer die bestaat. Afwijkingen kunnen zich voordoen als gevolg van fraude of fouten en worden als van materieel belang beschouwd indien redelijkerwijs kan worden verwacht dat zij, individueel of gezamenlijk, de economische beslissingen genomen door gebruikers op basis van deze jaarrekening, beïnvloeden.

DGST
BEDRIJFSREVISOREN

Als deel van een controle uitgevoerd overeenkomstig de ISA's, passen wij professionele oordeelsvorming toe en handhaven wij een professioneel-kritische instelling gedurende de controle. We voeren tevens de volgende werkzaamheden uit :

- het identificeren en inschatten van de risico's dat de jaarrekening een afwijking van materieel belang bevat die het gevolg is van fraude of van fouten, het bepalen en uitvoeren van controlewerkzaamheden die op deze risico's inspelen en het verkrijgen van controle-informatie die voldoende en geschikt is als basis voor ons oordeel.
  Het risico van het niet detecteren van een van materieel belang zijnde afwijking is groter indien die afwijking het gevolg is van fraude dan indien zij het gevolg is van fouten, omdat bij fraude sprake kan zijn van samenspanning, valsheid in geschrifte, het opzettelijk nalaten om transacties vast te leggen, het opzettelijk verkeerd voorstellen van zaken of het doorbreken van de interne beheersing ;

- het verkrijgen van inzicht in de interne beheersing die relevant is voor de controle, met als doel controlewerkzaamheden op te zetten die in de gegeven omstandigheden geschikt zijn maar die niet zijn gericht op het geven van een oordeel over de effectiviteit van de interne beheersing van de entiteit ;

- het evalueren van de geschiktheid van de gehanteerde grondslagen voor financiële verslaggeving en het evalueren van de redelijkheid van de door het bestuursorgaan gemaakte schattingen en van de daarop betrekking hebbende toelichtingen ;

- het concluderen dat de door het bestuursorgaan gehanteerde continuïteitsveronderstelling aanvaardbaar is, en het concluderen, op basis van de verkregen controle-informatie, dat er een onzekerheid van materieel belang bestaat met betrekking tot gebeurtenissen of omstandigheden die significante twijfel kunnen doen ontstaan over de mogelijkheid van de entiteit om haar continuïteit te handhaven. Indien wij concluderen dat er een onzekerheid van materieel belang bestaat, zijn wij ertoe gehouden om de aandacht in ons verslag te vestigen op de daarop betrekking hebbende toelichtingen in de jaarrekening, of, indien deze toelichtingen inadequaat zijn, om ons oordeel aan te passen. Onze conclusies zijn gebaseerd op de controle-informatie die verkregen is tot de datum van ons verslag. Toekomstige gebeurtenissen of omstandigheden kunnen er echter toe leiden dat de entiteit haar continuïteit niet langer kan handhaven ;

- het evalueren van de algehele presentatie, structuur en inhoud van de jaarrekening, en van de vraag of de jaarrekening de onderliggende transacties en gebeurtenissen weergeeft op een wijze die leidt tot een getrouw beeld.

Wij communiceren met het bestuursorgaan onder meer over de geplande reikwijdte en timing van de controle en over de significante controlebevindingen, waaronder eventuele significante tekortkomingen in de interne beheersing die wij identificeren gedurende onze controle.

Verslag betreffende de overige door wet- en regelgeving gestelde eisen

Verantwoordelijkheden van het bestuursorgaan

Het bestuursorgaan is verantwoordelijk voor het opstellen en de inhoud van de documenten die overeenkomstig de wettelijke en bestuursrechtelijke voorschriften dienen te worden neergelegd en voor het naleven van de wettelijke en bestuursrechtelijke voorschriften die van toepassing zijn op het voeren van de boekhouding, alsook voor het naleven van de statuten van de entiteit.

Verantwoordelijkheden van de bedrijfsrevisor

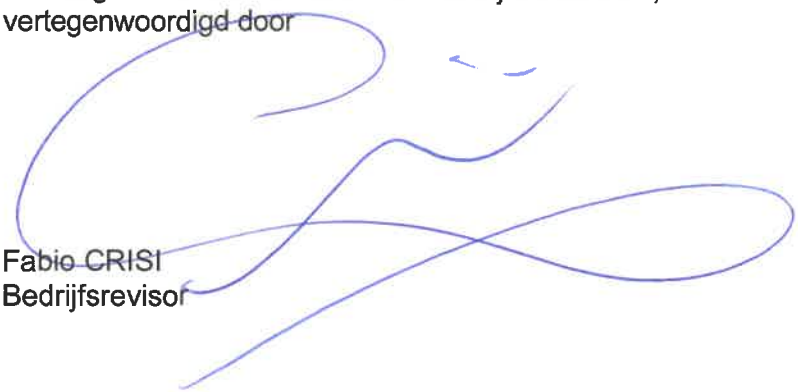
In het kader van ons mandaat en overeenkomstig de Belgische bijkomende norm bij de in België van toepassing zijnde ISA's, is het onze verantwoordelijkheid om, in alle van materieel belang zijnde opzichten, bepaalde documenten die overeenkomstig de wettelijke en bestuursrechtelijke voorschriften dienen te worden neergelegd.

Vermeldingen betreffende de onafhankelijkheid

Ons bedrijfsrevisorenkantoor heeft geen opdrachten die onverenigbaar zijn met de wettelijke controle van de jaarrekening verricht, en ons bedrijfsrevisorenkantoor is in de loop van ons mandaat onafhankelijk gebleven tegenover de entiteit.

Opgemaakt te Brussel, 15 mei 2023

De Burg. BV "DGST & Partners – Bedrijfsrevisoren",
vertegenwoordigd door



Fabio CRISI
Bedrijfsrevisor